

Grèce : la Slovaquie veut une "forte participation" du secteur bancaire privé

Le chef du gouvernement slovaque estime qu'une *"forte participation"* du secteur bancaire privé à l'aide à la Grèce est nécessaire, alors que l'UE peine à s'accorder sur les modalités d'un nouveau plan pour Athènes, selon une interview à l'agence autrichienne APA parue mercredi.

Les banques créancières de la Grèce *"doivent payer une partie des dettes"*, a déclaré dans cet entretien la Première ministre slovaque Iveta Radicova, exigeant une *"forte participation"*. La dirigeante slovaque a également critiqué le délai de réaction de l'UE face à la crise grecque.

"Nous avons perdu un an", a-t-elle déploré, ajoutant qu'il n'y avait désormais plus qu'à choisir *"le mauvais"* et *"le pire"*.

"Il n'y a qu'une possibilité de mener une politique responsable: des coupes budgétaires et la consolidation des finances publiques", a encore déclaré Mme Radicova.

A cela doivent s'ajouter en Grèce des privatisations et un consensus politique impliquant tous les partis sur l'action future, a-t-elle ajouté.

La Grèce n'est pas le seul pays à affronter des décisions difficiles, l'Espagne, le Portugal, la Belgique, l'Italie et même la Slovaquie doivent réduire leurs dépenses et assainir leurs finances, a estimé Mme Radicova, à la tête d'une coalition de centre-droit.